

CONFERENCE INFOS

La nécessité de repenser l'économie du développement

Rapport de la Conférence de l'UNRISD

7-8 septembre 2001, Le Cap, Afrique du Sud

Ce document est la traduction en français de la publication de l'UNRISD *The Need to Rethink Development Economics* (Conference News, UNRISD/CN12/03/3, December 2003). La version française n'est pas une publication formelle de l'UNRISD.

Table des matières

- Thème I – Le déclin de l'économie du développement
- Thème II – Courants intellectuels actuels: pourquoi cet intérêt nouveau pour l'économie du développement?
- Thème III – Nouveaux défis pour l'économie du développement
- Thème IV – Perspectives régionales
- Thème V – Vers un nouveau paradigme? Le défi intellectuel
- Documents
- Participants

Activité commune de l'UNRISD et de la Fondation Ford, cette conférence a rassemblé 29 spécialistes des sciences sociales, surtout économistes et militants, venus de pays en développement et de pays industrialisés pour un échange d'idées sur une approche des problèmes du développement capable de se substituer au néolibéralisme. Les participants se sont fait part de leurs vues sur les moyens à employer pour que l'économie soit un outil d'émancipation du Sud et pour relancer l'économie du développement, considérée non pas comme une branche déviante de l'économie dominante, mais comme une discipline dont le rôle est de chercher à résoudre les problèmes vitaux typiques des pays en développement. L'UNRISD, qui a entrepris un projet de recherche sur La politique sociale dans un contexte de développement, est, de ce fait, très intéressé par ce qui se passe dans les différents domaines des études du développement.

Les discussions se sont organisées autour de brèves études qu'avaient préparées les participants à la Conférence sur les thèmes suivants:

- le déclin de l'économie du développement;
- les courants intellectuels actuels;
- les nouveaux défis;
- les perspectives régionales; et
- les stratégies et les activités futures.

Le présent rapport s'appuie à la fois sur les exposés qui ont été présentés oralement et sur des contributions écrites. Une liste des documents de la conférence et des participants figure en fin de rapport.

Thème I – Le déclin de l'économie du développement

Pendant la première séance, les participants à la Conférence ont analysé les raisons pour lesquelles l'économie du développement avait décliné à la fin des années 70 et pendant la décennie suivante. C'est sur cette toile de fond qu'ils ont débattu ensuite des raisons qui poussent aujourd'hui à envisager de la remettre à l'honneur ou à réclamer son retour.

Le keynésianisme en crise

Jusque dans les années 70, les problèmes de la protection sociale et du chômage dans les pays développés et ceux de la pauvreté et du sous-développement dans les pays en développement étaient interprétés au travers de la lunette de l'économie keynésienne et de "l'économie du développement", respectivement. Les exposés de Jayati Ghosh, Thandika Mkandawire, C.P. Chandrasekhar et Erinç Yeldan ont rappelé aux participants les grands principes et préoccupations de l'économie du développement. Dans son document d'information, Thandika Mkandawire a fait valoir qu'à l'analyse, la doctrine keynésienne et celle de l'économie du développement avaient peu d'éléments en commun mais qu'elles portaient toutes deux un regard critique sur la théorie économique néoclassique et l'acceptation de l'intervention de l'Etat. Toutes deux posaient aussi que l'économie décrite par les économistes néoclassiques constituait un "cas particulier" et que bien d'autres économies pouvaient être "stylisées" par des modèles complètement différents parce qu'elles se caractérisaient par des traits structurels différents. De plus, toutes deux étaient d'avis que l'Etat pouvait jouer un rôle important en corrigeant ces caractéristiques structurelles, qui aboutissaient souvent à des "défaillances du marché". Toutes deux étaient motivées par la nécessité de résoudre les problèmes de politique par des modèles théoriques conçus à partir d'expériences réelles d'économies prises au piège d'un équilibre particulier (celui du chômage ou du sous-développement) dont elles devaient s'extraire.

Le développement était défini comme une croissance autonome accompagnée et alimentée par un changement structurel des modes de production et de consommation et le progrès technologique. Il n'allait pas sans une modernisation de la société, de la vie politique et des institutions, prélude à une amélioration générale de la condition humaine. Dans l'optique tant de l'économie keynésienne que de l'économie du développement, les marchés n'étaient nullement inoffensifs et il ne pouvait y avoir de plein emploi et de développement sans une intervention de l'Etat et une action des pouvoirs publics. L'économie du développement avait notamment pour mission d'aider à définir à la fois le rôle de l'Etat et la nature de l'action que devaient mener les pouvoirs publics pour atteindre des buts particuliers dans des contextes donnés, ce qui avait conduit la discipline à définir un terrain qui lui était propre et qui n'était pas celui de l'économie. Selon C.P. Chandrasekhar, l'économie du développement cherchait à comprendre des structures spécifiques, mondiales et nationales, créées par l'intégration au système capitaliste mondial d'économies se trouvant au départ dans des situations très diverses. Elle s'intéressait aux mécanismes par lesquels ces structures gênaient le processus de développement et s'appliquait à dégager de cette analyse les options qui s'offraient aux responsables politiques pour combattre les conséquences néfastes de l'intégration. Plusieurs participants ont mis en lumière les stratégies très diverses conçues et appliquées selon les pays. De ces politiques avait résulté un "âge d'or" du capitalisme dans de très nombreux pays en développement, ont-ils jugé rétrospectivement en comparant les résultats de ces politiques aux taux de croissance anémiques des années 80 et 90.

La crise pétrolière, la "stagflation" et l'endettement des pays en développement qui a suivi ont mis à rude épreuve les modèles et théories qui sous-tendaient les politiques de développement et de protection sociale. Il en est résulté une résurgence du néolibéralisme, qui voulait serrer la

bride à l'Etat et faire davantage confiance au marché. Etant donné l'affinité perçue de l'économie du développement avec l'économie keynésienne, il ne faut sans doute pas s'étonner que la contre-révolution néoclassique et la montée du monétarisme dans les pays industriels avancés aient aussi entraîné au Sud le rejet de l'économie du développement.

Du point de vue des économistes néolibéraux, l'économie du développement niait à tort l'universalité du comportement économique rationnel et, en se concentrant sur les défaillances du marché, ouvrait la porte au dirigisme. Certains jugeaient futile toute l'entreprise de l'économie du développement et blâmaient carrément le dirigisme qui lui était associé pour ses résultats économiques médiocres. Par exemple, le fait que l'industrialisation n'ait pas réussi dans divers pays à se substituer aux importations (souvent à cause de l'inaptitude à évoluer vers des structures plus compétitives et à répondre aux pressions extérieures) était attribué à l'interventionnisme lié à l'économie du développement.

Selon Roy Culpeper, le déclin de la planification centralisée en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique a aussi contribué à affûter encore les arguments contre la planification du développement et l'interventionnisme en général. Vladimir Popov, en revanche, a estimé que c'était sans doute le contraire. Au moment où la planification centralisée s'était effondrée, l'économie du développement était déjà sur le déclin. De plus, l'expérience des Tigres de l'Asie orientale aurait pu servir à conforter les arguments en faveur de l'économie du développement si on l'avait présentée comme une preuve du succès des politiques associées à ce paradigme. L'économie néolibérale n'aurait pas atteint un tel degré de popularité pendant la transition dans l'ancienne Union soviétique et en Europe de l'Est si l'économie du développement n'avait pas été sur le déclin. Si celle-ci avait proposé, au début de la transition, des options séduisantes pour aborder les questions de politique et de développement, l'évolution eût été différente. Les politiques appliquées pendant la transition ont été à 90 % un "traitement de choc" néolibéral. L'intérêt actuel qui se manifeste dans l'ancienne Union soviétique et en Europe orientale pour l'économie du développement vient donc en partie du fait que la doctrine néolibérale, telle qu'elle a été appliquée et testée dans les économies de transition, a donné de piètres résultats. C'est un échec complet, non pas de l'économie du développement mais de l'économie classique.

Outre l'attribution des causes de la crise des années 70 et 80 à des erreurs de politique et à la montée de l'idéologie du néolibéralisme dans les pays dominants et les institutions financières de l'Organisation de coopération et de développement économiques, le déclin de l'économie du développement n'a pas été étranger non plus à une interprétation très répandue de l'expérience du développement après la guerre. Jusqu'en 1997, les résultats économiques spectaculaires des Tigres de l'Asie orientale tranchaient nettement avec la piètre performance de la plupart des pays de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Afrique et des économies de transition. Comme tous les succès, ces résultats ont suscité de nombreuses revendications de paternité. La contre-révolution néoclassique prétendait que le succès des Tigres était la preuve de la sagesse des politiques qui se fiaient aux lois du marché. A contrario, on attribuait ce qui avait été des "décennies perdues" pour une grande partie de l'Afrique et de l'Amérique latine à la "planification du développement", qui faussait les prix et ralentissait la croissance. De fait, par une lecture assez tendancieuse de l'histoire et des politiques économiques des pays, pour reprendre les termes mêmes des participants, les succès des pays développés par excellence servaient à accabler l'économie du développement.

La mondialisation

Plusieurs participants ont dénoncé la mondialisation comme une force majeure allant à l'encontre de certains des principes essentiels de l'économie du développement. Un des aspects intéressants de la pensée de Keynes était sa contribution à un "libéralisme invétéré", qui supposait des structures financières et commerciales ouvertes et une intervention unilatérale pour atteindre au niveau national des objectifs tels que le plein emploi et la stabilité sociale. Cet ordre international a non seulement ouvert la voie aux Etats providence mais a permis aussi l'émergence des "Etats développementaux" grâce à tout un éventail d'instruments politiques – la protection des marchés intérieurs par le contrôle des flux de capitaux et le rationnement du crédit, par exemple. La mondialisation s'est caractérisée par la montée du capital financier, qui a eu des répercussions énormes sur la capacité des Etats de poursuivre leurs objectifs nationaux, ainsi que sur l'élaboration des théories économiques elles-mêmes.

Erinç Yeldan a attribué le déclin de l'économie du développement à la libéralisation des marchés financiers et à la prédominance croissante du financement sur l'industrie. Kamal Malhotra a noté que le financement avait transformé les investissements étrangers directs en acquisitions dans les pays en développement, alors que, dans le Nord, il correspondait le plus souvent à des fusions. De telles manifestations du financement n'étaient pas productives. S'agissant des politiques, Machiko Nissanke a fait observer que, de manière générale, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont forcé les Etats-nations à gérer leur économie en se cantonnant dans des paramètres donnés, qui résultaient de la façon dont la mondialisation évoluait. Cela veut dire que, dans bien des cas, des instruments politiques utilisés avec succès dans le passé sont aujourd'hui interdits ou inopérants. Kari Polanyi Levitt a relevé que la forte mobilité du capital financier rappelait l'étalon-or du XIX^{ème} siècle, qui avait empêché les pays de poursuivre des politiques fiscales et monétaires indépendantes. L'ordre alors en vigueur avait, comme aujourd'hui, une orientation essentiellement déflationniste, et donc contraire aux impératifs expansionnistes du développement.

La mondialisation et l'effondrement de l'architecture financière de Bretton Woods ont aggravé l'instabilité économique, ce qui a révélé au grand jour l'une des grandes faiblesses de l'économie du développement: son inattention aux problèmes de stabilisation à court terme. Ces préoccupations-là ont donc dominé par la suite le champ macroéconomique, souvent aux dépens de la croissance et du développement économiques à long terme. C'est ainsi qu'entre dans la conception dominante d'une politique macroéconomique "rationnelle" une politique de contraction de la masse monétaire, d'austérité budgétaire et de déflation. On notera que ces politiques sont "rationnelles" *dans la mesure où elles s'inscrivent dans le cadre financier mondial qu'elles ont contribué à créer.*

Pendant ces échanges, K.S. Jomo a lancé l'idée que l'appropriation même de certains termes et significations par des discours différents pouvait être dangereuse. Certains emploient le terme de "mondialisation" pour celui d'"impérialisme", par exemple, ce qui peut se révéler discriminatoire et trompeur. Premièrement, "la mondialisation" s'approprie le champ de "l'internationalisme" en laissant les néolibéraux s'emparer de ce vocable. Deuxièmement, elle empêche de critiquer l'impérialisme et d'intégrer à la critique des points de vue libéraux. En avançant cet argument, K.S Jomo a rappelé aux participants qu'il y a un siècle, le libéral anglais John Hobson se livrait à la première critique exhaustive de l'impérialisme en signalant que le dynamisme du capitalisme le poussait dans le sens de la concentration (du monopole) et finalement de l'impérialisme. Une telle approche aujourd'hui remettrait en question ce que les néolibéraux soutiennent à propos de la mondialisation et de la libéralisation parce qu'une

grande partie de ce qui est fait en leur nom est en fait anti-libéral, au sens où ce terme était employé au XIX^{ème} siècle.

Le contexte politique et les courants intellectuels

Le contexte politique et idéologique dans lequel les positions théoriques connaissent grandeur ou décadence a son importance. Jeff Faux a fait remarquer que le triomphe du néolibéralisme s'inscrivait dans un programme politique conservateur. Comme signalé plus haut, les pays industrialisés ont vu se produire des changements idéologiques importants dans les années 70, avec la remise en question de l'Etat providence et de la pensée keynésienne, qui avaient été le pendant de l'économie du développement. Alors, s'est demandé Diane Elson, pourquoi la disparition du keynésianisme a-t-elle suscité si peu de réactions politiques dans les pays développés? En combinant sagement analyse macroéconomique et analyse de classe pour découvrir quels intérêts étaient favorables à une ouverture des marchés, on obtiendrait déjà un élément de réponse. Les politiques sociales en fournissent un autre, car le remaniement de bon nombre de ces politiques avait créé une nouvelle classe de rentiers (grâce à l'institution de systèmes de pension privés et d'assurances maladie privées, par exemple). Le succès du thatchérisme et de la privatisation au Royaume-Uni peut s'expliquer en partie par la perspective, pour de nombreux travailleurs, d'accéder par la privatisation aux profits des marchés financiers.

Enchaînant sur les observations de Diane Elson, K.S. Jomo a souligné combien il était important de comprendre les bases populaires du reaganisme et du thatchérisme, ainsi que de la mondialisation et de la libéralisation. Les changements politiques qui ont porté au pouvoir des néolibéraux conservateurs aux Etats-Unis, en Allemagne et au Royaume-Uni ont eu des effets immédiats sur le mode de fonctionnement des institutions de Bretton Woods (IBW). Il a aussi rappelé que des coalitions Nord-Sud avaient tenté de se former dans les années 70, les meilleurs exemples étant peut-être la Commission Brandt et les débats sur un nouvel ordre économique international. Dans son étude, Jeff Faux a aussi souligné la nécessité d'opposer à l'économie mondiale une politique mondiale. Et Brian van Arkadie a parlé dans son exposé écrit de "l'euthanasie" de la démocratie sociale, qui a cédé beaucoup de terrain intellectuel aux nouvelles doctrines. Tous deux ont estimé que l'anti-étatisme de la gauche politique aux Etats-Unis, résultat des manifestations contre la guerre du Viet Nam, avait peut-être aussi contribué à discréditer tout rôle actif que pouvait jouer l'Etat. Ils ont expliqué que certaines des critiques les plus acerbes dirigées contre l'activisme de l'Etat venaient de la gauche politique. Ces discussions ont mis en évidence le soubassement politique, de gauche et de droite, des changements de politique et des débats académiques.

D'autres participants ont estimé que le déclin des Etats providence et des Etats développementaux s'expliquait aussi par la nature autoritaire des politiques appliquées. Adebayo Olukoshi a fait valoir que l'autoritarisme de cette approche devenait de plus en plus problématique pour beaucoup de gens, de même que la façon qu'elle avait de négliger les rapports entre Etats et citoyens. Autrement dit, les stratégies de développement de l'Etat étaient jugées coupables par association avec des structures de gouvernance autoritaires dans certains contextes, ce qui les rendait peu attrayantes aux yeux des nombreux mouvements sociaux émergents qui, eux, s'identifiaient à la tendance à la démocratisation.

Franklin Serrano n'a pas vu dans cet autoritarisme une raison majeure du déclin. L'Etat providence au Nord et le développementalisme au Sud, conquête des classes laborieuses et d'autres mouvements sociaux, se sont nourris des peurs liées à la stratégie de la guerre froide, a-t-il expliqué. La base politique de ces régimes s'est affaiblie avec la fin de la guerre froide.

Jayati Ghosh a estimé que l'une des grandes faiblesses de l'économie du développement tenait au fait qu'elle n'était pas, au fond, une "économie politique" – au sens où est politique l'évolution des interactions entre Etats et marchés. La vie politique détermine à la fois les actions du gouvernement et les résultats des marchés, lesquels se répercutent à leur tour sur la vie politique. Il manquait à l'économie du développement cette relation symbiotique entre politique et économie, et le fait que l'économie est encore de la politique.

Diane Elson a demandé aux participants de se pencher à nouveau sur les pratiques intellectuelles autonomes qui suscitaient un tel intérêt du public pour l'économie néoclassique et une telle adhésion à cette économie. Le paradigme néoclassique conjugait deux types de discours persuasifs. L'un était scientifique, puisqu'il se définissait lui-même comme une théorie scientifique, et donc rigoureuse. L'autre tournait autour du choix et de l'efficacité. On peut se demander si le cadre théorique est vraiment scientifique et comment l'efficacité est définie dans ses modèles, mais il n'en reste pas moins que le public attache une grande valeur à ces caractéristiques. En repensant l'économie du développement, il ne faudra donc pas oublier les questions de rigueur analytique ni les préoccupations du public au sujet de l'utilisation efficace des ressources.

La séduction exercée par les sciences naturelles et l'emploi de méthodes quantitatives en économie inclinaient à penser que l'économie du développement, dont la formulation était plus descriptive, manquait de rigueur. Ou alors, comme l'a relevé K.S. Jomo, l'économie du développement apparaissait comme une économie non pas positive, mais plutôt normative, et partant peu scientifique. Joseph Lim a avancé l'hypothèse que, avec l'interdisciplinarité, l'économie du développement s'était confondue avec la sociologie, la psychologie et d'autres sciences humaines, ce qui avait terni son image et l'avait séparée de l'économie véritable, scientifique, analytique (néoclassique). Il se peut que, dans ce sens, l'économie du développement ait creusé sa propre tombe en évitant les techniques d'analyse rigoureuses. Lorsqu'ils dépeignaient de manière relativement réaliste les caractères des économies en développement, les pionniers de l'économie du développement n'élaboraient pas simplement des modèles néoclassiques dénués de tout réalisme empirique. Ce qu'il fallait, c'était donc une théorie rigoureuse, solidement fondée sur une caractérisation réaliste des économies en développement.

Les discussions ont fait apparaître d'autres causes du déclin de l'économie du développement: mépris postmoderne de "l'histoire comme réalité"; identification du discours du développement avec le projet "moderniste" des lumières; allégations selon lesquelles le développementalisme était un discours manipulateur utilisé par les pays développés et les élites locales; et incapacité du développementalisme à intégrer pleinement les préoccupations réelles véhiculées par les nouveaux mouvements sociaux (tels que les mouvements féministes et écologistes).

Thème II – Courants intellectuels actuels: pourquoi cet intérêt nouveau pour l'économie du développement?

Dans les années 90, il y a eu un regain d'intérêt pour l'économie du développement – ou du moins pour ses préoccupations paradigmatiques – comme le montre, par exemple, la publication d'un certain nombre de nouveaux manuels sur le sujet. Les participants à la conférence ont donné plusieurs explications à ce regain d'intérêt, ce qui a suscité un débat.

L'effondrement du Consensus de Washington

Les participants ont été unanimes à estimer que la raison la plus immédiate du regain d'intérêt que connaissait aujourd'hui l'économie du développement n'était autre que l'échec du Consensus de Washington, qui était à l'origine des programmes d'ajustement structurel des IBW. Les taux de croissance à l'ère de la libéralisation étaient presque partout inférieurs à ceux de la période du développementalisme. De plus, la persistance de la pauvreté – même dans des pays présentés comme des modèles de succès par les IBW – laissait manifestement à penser que le cadre n'était pas de nature à s'attaquer à cet aspect crucial du changement structurel. De fait, vu leur focalisation sur la stabilisation et sur l'efficacité d'allocations statiques et leur biais déflationniste, les programmes d'ajustement n'ont pas réussi à induire les changements structurels qui vont de pair avec le développement. De plus, la crise financière qui a secoué l'Asie en 1997 et les prescriptions uniformes des IBW ont amené à mettre en doute la qualité du Consensus de Washington pour régler les problèmes de stabilisation. La crise asiatique a aussi montré l'importance de facteurs extérieurs pour les pays en développement, y compris ceux dont les politiques budgétaires n'avaient rien de prodigue et dont la balance commerciale était saine. Auparavant, les débâcles provoquées par le "capitalisme instantané" dans les pays de l'ancienne Union soviétique et de l'Europe de l'Est avaient révélé la nature essentiellement dogmatique du néolibéralisme et de ses prescriptions, identiques pour tous.

La réhabilitation de l'Etat

L'autoritarisme des régimes politiques en place dans nombre de pays en développement tendait à prouver que le Consensus de Washington n'avait pas tort de réclamer des réformes politiques qui réduisaient le rôle des gouvernements. Vers 1995, cependant, l'image ternie de l'Etat commençait à se parer d'un nouveau lustre. Le passage de régimes autoritaires à la démocratie a eu pour effet d'améliorer la cote des gouvernements comme institutions nationales. De plus en plus d'acteurs, notamment des donateurs et des organisations de la société civile, se montraient prêts à traiter avec ces gouvernements démocratiquement élus. De plus, le succès de "l'Etat développemental" d'Asie orientale et l'émergence de démocraties nouvelles ont suscité une réflexion sur "les Etats développementaux démocratiques". Par ailleurs, une prise de conscience s'opérait, même chez les esprits à tendance néolibérale, qui s'apercevaient que la libéralisation des marchés demandait un Etat capable de protéger les biens et d'imposer des règles qui garantissent la concurrence. Au sein même des IBW, des voix s'élevaient pour demander que le Consensus de Washington laisse place à des "réformes de la seconde génération" et pour réclamer un renforcement des capacités de l'Etat; elles relevaient toutes la nécessité de revenir à ce souci du développement prôné depuis quelque temps déjà par des universitaires et des institutions de tous bords. La Banque mondiale elle-même s'est mise à préconiser des "cadres de développement intégré", qui rappelaient par leur composition la "planification du développement", liée dans le passé à l'économie du développement.

Changements dans le domaine des idées et des théories

Comme les participants l'avaient constaté dans leurs discussions antérieures, l'économie du développement avait été fondée sur la reconnaissance de l'omniprésence dans les pays en développement de "défaillances du marché" dues à une information imparfaite, à des rendements d'échelle croissants, à la rigidité structurelle, etc. Les modèles sur lesquels reposaient les politiques d'ajustement reconnaissaient ces défaillances pour la forme mais, au moment de recommander des politiques, faisaient comme si toutes les distorsions du marché étaient dues à l'intervention de l'Etat. Pourtant, selon d'importantes avancées théoriques en économie, ces défaillances n'étaient pas propres aux pays en développement mais se

retrouvaient dans toute économie réelle. De plus en plus, les théoriciens admettaient que les hypothèses essentielles de l'économie du développement – sur les marchés et la nécessité d'une action collective pour résoudre certains des problèmes de coordination créés par les imperfections du marché – étaient parfaitement correctes, mais cela avait peu d'incidences réelles sur les politiques suivies.

Dans sa contribution à la conférence, Joseph Stiglitz a relevé l'anomalie suivante: si une grande partie des travaux théoriques les plus pointus réalisés dans les pays en développement portait sur les problèmes de l'information imparfaite, de la nouvelle organisation du travail et sur les effets d'une concurrence imparfaite – et si ce corpus de connaissances intégrait de nombreuses constatations faites en observant les pays en développement (par exemple la théorie de l'agence, les modèles de sélection et la théorie du salaire d'efficience) – le maître en économie du développement était alors le Consensus de Washington, qui ignorait ces considérations, malgré l'importance vitale qu'elles revêtaient pour les pays en développement. Par une espèce de tour de prestidigitation, les économistes néoclassiques se débarrassaient de ces problèmes en partant simplement de l'hypothèse que les rendements diminuaient et que l'information était parfaite.

Renee Prendergast est intervenue pour proposer plusieurs explications possibles à cette anomalie. D'abord, la littérature consacrée aux défaillances du marché parle des “équilibres multiples”, qui réduisent l'efficacité des interventions fondées sur des règles simples en laissant entendre qu'une bonne analyse tient à des facteurs institutionnels et culturels ayant cours en un lieu donné et à un moment donné, ce qui exclut d'emblée les prescriptions uniformes qui ont la faveur des organisations internationales. Une autre explication, plus fondamentale, consiste à dire que, le marché n'étant pas infaillible, il y a place pour une intervention sélective de l'Etat, ce qui va à l'encontre des inclinations idéologiques et intellectuelles de la plupart des économistes qui, pour certains, se sont laissé convaincre qu'une “défaillance du gouvernement” était toujours plus grave qu'une défaillance du marché.

Alexandre Rands Barros a soutenu que les “nouvelles théories de la croissance”, qui voient dans les rendements croissants et les effets externes des moteurs potentiels de la croissance et du développement, ont aussi contribué à faire renaître l'intérêt pour l'économie du développement. Certains tenants de ces théories soulignent le rôle des investissements dans l'infrastructure publique, et dans des institutions renforcées, comme déterminants importants et sources potentielles d'effets externes. D'autres théoriciens, cependant, ont des doutes au sujet des investissements publics, à cause des problèmes complexes soulevés par ces modèles – notamment les perspectives d'acquisition de rentes et la “confiscation” des politiques par des groupes d'intérêt. Ils se méfient de la propriété et de la planification publiques et

预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_21401

